

02/05/2011 À 00H00

Le harcèlement scolaire, un vrai sévice public

Cible . Luc Chatel doit annoncer aujourd'hui un plan contre la violence entre élèves, qui a débordé de la récré et a gagné Internet.

Par **NOËMIE ROUSSEAU**

Une élève de 12 ans découvre que son petit copain l'a «trompée» avec une de ses meilleures amies pendant les vacances. Avec d'autres filles, elle se venge en créant un blog dédié à la «traître», avec sa photo, son nom, son adresse. *«Elle est sale, il faut l'éradiquer»*, écrivent les jeunes blogueuses. C'était il y a cinq ans, l'une des premières affaires de «cyberbullying» confiées à des spécialistes de la cybercriminalité. *«On s'est retrouvé à convoquer des dizaines d'élèves»*, explique Vincent Lemoine, adjudant-chef à la cellule d'investigation criminelle de Paris. *«On a suivi l'histoire sur Facebook, ça s'est amplifié, ça a dégénéré, déclenché des bagarres à la sortie des cours.»* Depuis, le «cyberbullying» a explosé. *«Beaucoup plus difficile à endiguer que le harcèlement scolaire dans les cours de récré. C'est ce que révèle le rapport d'Eric Debarbieux, directeur de l'Observatoire international de la violence à l'école, remis mi-avril au ministre de l'Education nationale. Et qui a servi de base au plan exposé aujourd'hui par Luc Chatel, lors des assises nationales consacrées au harcèlement scolaire.»*

Écrans. «Harcèlement» : on applique désormais un mot du monde du travail au monde des enfants. *«Dérivé de "herse", l'instrument agricole qui laboure et laisse des traces, le mot fait peut-être peur, mais il reflète bien la réalité»*, explique Jean-Pierre Bellon, professeur de philosophie. Son prochain livre compilera dix ans de témoignages recueillis via le site de l'Association pour la prévention des phénomènes de harcèlement entre élèves (APHEE) qu'il a créée.

Protégés par leurs écrans, les harceleurs ne cessent de s'engaillarder et n'ont plus d'empathie pour leur victime, tandis que les proies, elles, se sentent encore plus seules. Les dégâts sont décuplés, archivés par Google pour des années. D'autres usent de moyens plus détournés, usurpent l'identité d'une victime et proposent sur la Toile des services sexuels. Scénario classique, les parents sont alertés quand le portable de leur progéniture déborde d'appels. Ils portent plainte. S'ensuit une perquisition au domicile des auteurs. Tout le monde tombe des nues. Souvent, les enfants préfèrent ne pas en parler à leurs parents, de peur qu'ils leur coupent Internet.

Raccourcis. Modernisé par les connexions haut débit dans les chambres d'adolescents, le harcèlement est une vieille histoire. Il concerne *«un enfant sur dix»*, selon l'enquête remise au ministère. La Grande-Bretagne et les pays scandinaves, ainsi que la majorité des pays européens, ont mis en place une politique de lutte contre ce qu'ils nomment le *«school bullying»*, dès la fin des années 80. La France, elle, en est encore à l'ère de la guerre des boutons, avec des adultes qui considèrent plus ou moins consciemment que la tyrannie entre des gosses forge le caractère. Ainsi, l'opresseur deviendrait un battant, et l'opprimé ferait mieux d'apprendre à se défendre tout seul. Le rapport Debarbieux pointe ces raccourcis passésistes qui condamnent souvent les victimes au silence. Et préconise avant tout la formation ad hoc de tous adultes travaillant au contact des jeunes. Les enseignants se disent prêts à jouer le jeu. Mais le secrétaire général du syndicat Unsa-Education, Patrick Gonthier, met en garde : *«Si la banalisation du harcèlement est devenue insupportable, il ne faut pas non plus tomber dans la surdramatisation. Les causes du phénomène sont multiples, il est excessif d'en faire reposer l'entière responsabilité sur l'enseignant.»* Le rapport fait aussi la part belle à la prévention. Car, dès qu'on donne aux enfants l'opportunité de parler, les mots viennent.

A chacune des interventions de Jean-Pierre Bellon dans les classes, des élèves le retiennent à la fin de l'heure, pour lui confier leurs brimades, moqueries et intimidations. Comme Noémya, scolarisée dans un collège public des Alpes-maritimes : *«Le matin, je cachais les clés de la voiture de mes parents pour ne pas aller au collège ou je faisais semblant d'être malade. Parfois, je séchais les cours. Mais personne ne s'est aperçu de rien.»* A 23 ans, le souvenir de ces années est encore d'une cinglante intensité. *Cible de deux filles parce qu'elle «ne suivait pas la mode», elle se souvient des repas seule à la cantine, des coups sur la tête dans le bus, des surnoms, des rires des autres et de ses sourires forcés, le soir, quand elle*

rentrait à la maison. «J'ai encaissé sans me défendre.» Ses parents découvriront la réalité à ses 17 ans, lors de son premier épisode dépressif.

Les absences répétées de Noémya lui sont reprochées sur ses bulletins scolaires, les avertissements commencent à pleuvoir, son passage au lycée est compromis. *«Après avoir été la cible des élèves, je suis devenue la cible des professeurs. Mes résultats étaient en chute libre.»* Elle en veut à ses enseignants. *«On me faisait tomber de ma chaise en cours, je recevais des boulettes de papier. Toute la classe se retournait vers moi, les profs ne pouvaient pas l'ignorer.»*

Judiciarisation. Des enseignants qui ferment les yeux sur les sévices imposés aux élèves ? Les parents sont de plus en plus nombreux à le croire. La judiciarisation des rapports parents-école est d'ailleurs en marche. En février, une directrice d'école de l'Hérault a été attaquée en justice par des parents d'un élève de CM2, victime à répétition de pratiques excluantes et humiliantes. *«La responsabilité pénale étant fixée à 13 ans, il était impossible de retenir une charge contre les élèves. J'ai donc mis en cause les enseignants»*, explique l'avocat Christophe Grau. Et il a gagné. L'Etat (on ne peut pas attaquer un fonctionnaire en son nom propre) a été condamné pour *«défaut de surveillance»*. *«C'est une première, et ça a fait boule de neige»*, se félicite l'avocat, qui pronostique une vague de procès de ce type avant les grandes vacances. *Une quinzaine de dossiers attendent déjà sur son bureau.*

Dessin Vuillemin